

FAQ Directive Annotations

(état le 5 mars 2024 ; nouvelle question 14)

(deutsche Version : s. weiter unten)

- (1) **Question** : Est-il permis d'apposer un « onglet » (art. 8 al. 3 Directive annotations) à côté de n'importe quel article de la loi, ou ne peut-on placer un « onglet » qu'auprès de certains articles de la loi ?

Réponse : Les « onglets » ne peuvent être placés qu'auprès des articles qui sont immédiatement précédés d'un titre ou d'un sous-titre de la loi. Lorsqu'un article n'est pas immédiatement précédé d'un titre ou d'un sous-titre au sens propre du terme, un « onglet » peut tout de même être apposé à côté de cet article à condition que la note marginale de celui-ci contienne un élément structurant la loi (p.ex., « B. », « III. », « 6. »). En ce sens, il est permis de coller un « onglet » à côté de l'art. 55 CP parce que la note marginale de cette disposition contient l'élément structurant suivant : « 2. ». Dans le même sens, il n'est pas admissible d'apposer un « onglet » auprès de l'art. 11 CP parce que cette disposition n'est pas immédiatement précédée par un titre ou un sous-titre, et sa note marginale ne contient aucun élément structurant.


Dans certaines lois (p.ex., CC et CO), toutes les notes marginales contiennent un élément structurant. Selon la règle décrite, dans ces lois, il est permis *de facto* d'apposer un « onglet » à côté de chaque article.

- (2) **Question** : Est-il permis d'apposer un « onglet » (art. 8 al. 3 Directive annotations) vide, p.ex., un post-it vide ?

Réponse : Oui, cela est permis.

- (3) **Question** : Est-il permis de n'écrire, sur un « onglet » (art. 8 al. 3 Directive annotations), qu'une partie, voire une abréviation du titre (ou du sous-titre, ou de la note marginale) ?

Réponse : Oui, cela est permis. Ainsi, par exemple, il est licite de placer un « onglet » à côté de l'art. 52 CP et d'y marquer : « Motifs de l'exception » ou « Exempt. peine & susp^o & classmt. proc. ». Il est également licite d'apposer un « onglet » à côté de l'art. 552 CO sur lequel est écrit : « SNC » (pour « société en nom collectif »). En même temps, seules les abréviations des mots figurant dans le titre (ou dans le sous-titre ou dans la note marginale) peuvent être licites ; des abréviations représentant des mots que le titre (ou le sous-titre ou la note marginale) ne contient pas ne sont pas licites.

- (4) **Question** : Est-il permis d'inscrire un point d'exclamation dans la loi ? Qu'en est-il d'un « panneau d'avertissement » ou semblable ? 

Réponse : Les points d'exclamation sont considérés comme des annotations interdites (en particulier, ils ne constituent pas une « mise en évidence » licite). Le même constat vaut pour les « panneaux d'avertissement » ainsi que pour les schémas et graphismes de tous genres. Les seuls symboles autorisés sont ceux énumérés à l'art. 6 al. 3 Directive annotations et qui, de plus, se trouvent dans le cadre d'un « renvoi » licite (art. 6 al. 1 et al. 3 Directive annotations).

- (5) **Question** : Est-il permis de dessiner des flèches dans la loi ?

Réponse : Des flèches ne sont permises que dans le cadre d'un renvoi licite au sens de l'art. 6 al. 1 et al. 3 Directive annotations. Constitue également un renvoi licite le fait de dessiner une flèche allant d'un article à l'autre (ou d'un mot ou groupement de mots à l'autre) lorsque les deux articles (ou les deux mots ou groupements de mots) se trouvent sur la même double page de la loi.

- (6) **Question** : Est-il permis de dessiner des cercles, des triangles, des carrés, etc. dans la loi ?

Réponse : Les symboles géométriques sont interdits (parce qu'il s'agit de porteurs d'information), à moins qu'ils n'aient pour seule fonction de mettre en évidence le texte de la loi au sens de l'art. 6 al. 1 et al. 2 Directive annotations (p.ex., encerclement d'un mot afin de le mettre en évidence).

- (7) **Question** : Est-il permis d'effectuer une « numérotation » dans le sens de l'art. 6 al. 2 Directive annotations par des lettres (p.ex., a., b., c., d., ...) au lieu des chiffres (p.ex., 1, 2, 3, ...) ?

Réponse : Oui, cela est permis dans la mesure où une telle « numérotation » ne contient pas d'autres informations.

- (8) **Question** : Est-il permis de combiner, dans un article de loi donné, plusieurs des formes de « mises en évidence » qui sont énumérées à l'art. 6 al. 2 Directive annotations ?

Réponse : Oui, cela est permis. En ce sens, il est en particulier admissible de surligner un article donné (Stabilo-Boss) et en même temps de souligner certains mots.

(9) **Question** : Est-il exact de dire que l'interdiction du « collage ou agrafage de pages » au sens de l'art. 5 al. 2 Directive annotations ne s'applique pas dans la mesure où il s'agit d'un « collage » mettant à jour une partie de la loi au sens de l'art. 8 al. 1 et al. 2 Directive annotations ?

Réponse : Oui, l'art. 8 al. 1 et al. 2 constitue une *lex specialis* par rapport à l'art. 5 al. 2 Directive annotations.

(10) **Question** : Est-il permis d'avoir à disposition plusieurs exemplaires de la même loi (p.ex., du CC) pendant l'examen ?

Réponse : Oui. Cela étant, la Directive annotations s'applique à chacune des lois apportées.

(11) **Question** : Est-il permis d'avoir à disposition, en sus d'une loi rédigée dans la langue de l'examen, une version de la même loi rédigée dans une autre langue (par exemple, le CC en français et en italien dans un examen en langue française) ?

Réponse : Oui, cela est possible dans la mesure suivante : ne sont admis que les textes (versions linguistiques) publiés par l'organe compétent (p.ex., par la Chancellerie fédérale pour ce qui concerne les lois de la Confédération ; des traductions « privées » de lois ne sont pas admises). Pour ce qui concerne les lois de la Confédération, cela signifie que, outre les versions officielles françaises, allemandes et italiennes, les éventuelles traductions officieuses en romanche et en anglais, publiées par la Chancellerie fédérale, sont admises. – Cf. ég. la réponse à la question 10.

(12) **Question** : Est-il permis de mentionner sur un « onglet » (art. 8 al. 3 Directive annotations) le premier et le dernier article de la section de loi au début de laquelle l'« onglet » est placé ?

Réponse : Non, seule est admise la mention du premier article de la section de loi concernée (cf. art. 8 al. 3 Directive annotations : « des indications manuscrites, limitées au numéro du premier article ou au (sous-)titre de la loi ou de la partie de la loi qu'elles concernent, y compris le titre marginal du premier article »).

(13) **Question** : Est-il permis d'enrichir les commentaires imprimés dans un code annoté édité à titre commercial (art. 4 al. 1 Directive annotations) par des mises en évidence (au sens de l'art. 6 al. 1 et al. 2 Directive annotations) et par des renvois (au sens de l'art. 6 al. 1 et al. 3 Directive annotations) ?

Réponse : Oui. En dépit du libellé de l'art. 6 al. 1 Directive annotations, le texte des commentaires imprimés dans un code annoté édité à titre commercial sont traités comme le texte de la loi. Ainsi, il est admissible de mettre en évidence (au sens de l'art. 6 al. 1 et al. 2 Directive annotations) certaines parties des commentaires imprimés et de placer des renvois (au sens de l'art. 6 al. 1 et al. 3 Directive annotations) dans ces commentaires.

(14) **Question** : L'art. 5 al. 2, premier tiret, Directive annotations (selon lequel est interdite la « suppression de pages » d'une loi) doit-il être interprété en ce sens qu'il est interdit de n'avoir qu'un extrait déterminé d'une loi pendant l'examen et qu'il est toujours obligatoire d'avoir les lois dans leur intégralité ?

Réponse : Non. L'art. 5 al. 2, premier tiret, Directive annotations n'interdit pas de n'avoir qu'une partie d'une loi pendant l'examen. La partie de loi utilisée pendant l'examen doit toutefois provenir d'un exemplaire de loi admissible en soi et être conforme à toutes les règles matérielles sur les annotations, etc. Si ladite partie est composée de plusieurs feuilles, elle doit être reliée ou agrafée. La page de garde doit consister en l'impression ou la photocopie du titre de la loi (p.ex., première page de la loi dans sa version RS).

FAQ Anmerkungsrichtlinie

(Stand: 5. März 2024; neue Frage 14)

- (1) **Frage:** Ist es erlaubt, einen «Reiter» (Art. 8 Abs. 3 Anmerkungsrichtlinie) bei beliebigen Artikeln des Gesetzes zu platzieren, oder darf ein «Reiter» nur bei bestimmten Artikeln gesetzt werden?

Antwort: «Reiter» dürfen nur bei Artikeln eines Gesetzes platziert werden, welche unmittelbar nach einem Titel oder Untertitel des Gesetzes folgen. Steht vor einem bestimmten Artikel kein Titel oder Untertitel im eigentlichen Sinn, darf bei diesem Artikel ein «Reiter» gleichwohl gesetzt werden, sofern die Marginalie dieses Artikels ein das Gesetz strukturierendes Merkmal (z.B. «B.», «III.», «6.») enthält. In diesem Sinn darf bei Art. 48 StGB ein «Reiter» gesetzt werden, weil die entsprechende Marginalie das strukturierende Merkmal «2.» enthält. Im gleichen Sinn darf bei Art. 8 StGB kein «Reiter» gesetzt werden, weil vor diesem Artikel kein Titel steht und die entsprechende Marginalie auch kein strukturierendes Merkmal enthält.

In bestimmten Gesetzen (z.B. ZGB und OR) finden sich keine Marginalien ohne strukturierende Merkmale. Nach der geschilderten Regel dürfen in diesen Gesetzen «Reiter» de facto bei allen Artikeln gesetzt werden.

- (2) **Frage:** Ist es erlaubt, einen leeren (d.h. unbeschriebenen) «Reiter» (Art. 8 Abs. 3 Anmerkungsrichtlinie) ins Gesetz zu kleben, z.B. eine leeres Post-it?

Antwort: Ja, das ist erlaubt.

- (3) **Frage:** Ist es erlaubt, auf einem «Reiter» (Art. 8 Abs. 3 Anmerkungsrichtlinie) lediglich einen Teil oder eine Abkürzung des Titels (oder des Untertitels oder der Marginalie) zu schreiben?

Antwort: Ja, das ist erlaubt. In diesem Sinn ist es beispielsweise zulässig, einen «Reiter» neben Art. 34 StGB zu setzen und darauf zu vermerken: «Strafen» oder «GStr & FrhStr». Ebenso ist es erlaubt, neben dem Art. 620 OR einen «Reiter» mit der Inschrift «AG» (für «Aktiengesellschaft») zu platzieren. Dabei können nur Abkürzungen von Wörtern zulässig sein, welche im Titel (oder im Untertitel oder in der Marginalie) vorkommen; Abkürzungen von Wörtern, die im Titel (oder im Untertitel oder in der Marginalie) nicht enthalten sind, sind unzulässig.

- (4) **Frage:** Ist das Schreiben eines Ausrufezeichens im Gesetz erlaubt? Wie verhält es sich mit einem «Warnschild» und dergleichen?



Antwort: Ausrufezeichen gelten als verbotene Anmerkungen (sie stellen insbesondere keine erlaubte «Hervorhebung» dar). Gleiches gilt für Symbole wie «Warnschilder», Schemata und Graphiken aller Art. Die einzigen erlaubten Symbole sind jene, die in Art. 6 Abs. 3 Anmerkungsrichtlinie genannt werden und die überdies im Rahmen eines erlaubten «Verweises» (Art. 6 Abs. 1 und Abs. 3 Anmerkungsrichtlinie) eingesetzt werden.

- (5) **Frage:** Ist es erlaubt, Pfeile in das Gesetz zu zeichnen?

Antwort: Pfeile sind ausschliesslich im Rahmen von zulässigen Verweisen i.S.v. Art. 6 Abs. 1 und Abs. 3 Anmerkungsrichtlinie zulässig. Dabei stellt es ebenfalls einen zulässigen Verweis dar, wenn ein Pfeil zwischen einem Artikel und einem anderen Artikel (oder zwischen einem Wort oder einer Wortgruppe und einem anderen Wort oder einer anderen Wortgruppe) gezeichnet wird, wenn sich die beiden Artikel (oder Wörter oder Wortgruppen) auf derselben Doppelseite des Gesetzes befinden.

- (6) **Frage:** Ist es erlaubt, Kreise, Dreiecke, Vierecke usf. in das Gesetz zu zeichnen?

Antwort: Geometrische Symbole sind verboten (weil sie Informationsträger sind), es sei denn, sie dienen ausschliesslich der Hervorhebung des Gesetzestextes i.S.v. Art. 6 Abs. 1 und Abs. 2 Anmerkungsrichtlinie (z.B. Umkreisung eines Wortes zur Hervorhebung).

- (7) **Frage:** Ist es erlaubt, eine «Nummerierung» i.S.v. Art. 6 Abs. 2 Anmerkungsrichtlinie mit Buchstaben (z.B. a., b., c., d., ...) statt mit Zahlen (z.B. 1, 2, 3, ...) vorzunehmen?

Antwort: Ja, das ist erlaubt, solange eine solche «Nummerierung» keine weitere Information in sich trägt.

- (8) **Frage:** Ist es erlaubt, im Rahmen eines bestimmten Gesetzesartikels mehrere der in Art. 6 Abs. 2 Anmerkungsrichtlinie aufgezählten Formen der «Hervorhebung» zu kombinieren?

Antwort: Ja, das ist erlaubt. In diesem Sinn ist es insbesondere zulässig, einen Artikel mit Leuchtstift (Stabilo-Boss) und zugleich durch Unterstreichen einzelner Wörter zu bearbeiten.

- (9) **Frage:** Trifft es zu, dass das Verbot des «Anklebens oder Anheftens von Seiten» i.S.v. Art. 5 Abs. 2 Anmerkungsrichtlinie nicht gilt, wenn es um einen Teil des Gesetzes auf den neusten Stand bringende «Collage» i.S.v. Art. 8 Abs. 1 und Abs. 2 Anmerkungsrichtlinie geht?

Antwort: Ja, Art. 8 Abs. 1 und Abs. 2 Anmerkungsrichtlinie stellt im Verhältnis zu Art. 5 Abs. 2 eine lex specialis dar.

- (10) **Frage:** Ist es zulässig, mehrere Exemplare desselben Gesetzes (z.B. ZGB) dabei zu haben?

Antwort: Ja. Für jedes einzelne der mitgenommenen Gesetze gelten die Vorschriften der Anmerkungsrichtlinie.

- (11) **Frage:** Ist es erlaubt, zusätzlich zu einem in der Sprache der Prüfung geschriebenen Gesetz eine Version desselben Gesetzes in einer anderen Sprache dabei zu haben (z.B. das ZGB auf Deutsch und auf Italienisch in einer deutschsprachigen Prüfung)?

Antwort: Ja, das ist nach der folgenden Massgabe möglich: Zulässig sind ausschliesslich die durch das zuständige Organ (z.B. die Bundeskanzlei betreffend die Gesetze des Bundes) publizierten Texte bzw. Sprachversionen (Privatübersetzungen sind unzulässig). Betreffend die Gesetze des Bundes bedeutet dies, dass nebst den offiziellen Versionen auf Deutsch, auf Französisch und auf Italienisch auch die allfälligen inoffiziellen, durch die Bundeskanzlei publizierten Übersetzungen in die rätoromanische oder in die englische Sprache zulässig sind. – Vgl. auch die Antwort auf die Frage 10.

- (12) **Frage:** Ist es zulässig, auf einem «Reiter» (Art. 8 Abs. 3 Anmerkungsrichtlinie) den ersten und den letzten Artikel desjenigen Gesetzesabschnitts aufzuschreiben, an dessen Anfang der «Reiter» steht?

Antwort: Nein, es ist lediglich zulässig, den ersten Artikel des betreffenden Gesetzesabschnitts zu nennen (vgl. Art. 8 Abs. 3 Anmerkungsrichtlinie: «handschriftliche Angaben [...], die sich auf die Ziffer des ersten Artikels, den (Unter-)Titel des Abschnitts oder die Marginalie des ersten Artikels des betreffenden Gesetzes bzw. Gesetzesteils beschränken»).

- (13) **Frage:** Ist es erlaubt, die gedruckten Kommentare einer kommerziell vertriebenen, kommentierten Textausgabe durch Hervorhebungen (i.S.v. Art. 6 Abs. 1 und Abs. 2 Anmerkungsrichtlinie) und durch Verweise (i.S.v. Art. 6 Abs. 1 und Abs. 3 Anmerkungsrichtlinie) anzureichern?

Antwort: Ja. Ungeachtet des Wortlauts von Art. 6 Abs. 1 Anmerkungsrichtlinie wird der Text der gedruckten Kommentare von kommerziell vertriebenen, kommentierten Textausgaben gleich behandelt wie der Gesetzestext. In diesem Sinn ist es zulässig, bestimmte Teile der gedruckten Kommentare hervorzuheben (i.S.v. Art. 6 Abs. 1 und Abs. 2 Anmerkungsrichtlinie) und in diesen Kommentaren Verweise (i.S.v. Art. 6 Abs. 1 und Abs. 3 Anmerkungsrichtlinie) zu platzieren.

- (14) **Frage:** Ist Art. 5 Abs. 2, erster Spiegelstrich, Anmerkungsrichtlinie (verboten ist das «Entfernen von Seiten» eines Gesetzes) dahin auszulegen, dass es verboten ist, nur einen bestimmten Teil eines Gesetzes zur Prüfung zu nehmen, dass also die Pflicht besteht, immer vollständige Gesetze dabei zu haben?

Antwort: Nein. Der Art. 5 Abs. 2, erster Spiegelstrich, Anmerkungsrichtlinie verbietet es nicht, nur einzelne Teile eines Gesetzes zu einer Prüfung zu nehmen. Der mitgebrachte Gesetzesteil muss jedoch aus einer an sich zulässigen Gesetzesausgabe stammen und inhaltlich allen Vorschriften betreffend Anmerkungen usf. entsprechen. Wenn er mehrere Blätter umfasst, muss er gebunden oder geheftet sein. Die oberste Seite muss einen Ausdruck oder eine Photokopie des Titels des Gesetzes enthalten (z.B. erste Seite des betreffenden Gesetzes in der SR-Fassung).